

"Nourrir la population et répondre aux enjeux environnementaux : un défi sociétal ?"

Depuis deux ans, Produit en Bretagne et Agriculteurs de Bretagne animent ensemble une commission "Agriculture et Société" dans le but de recréer du lien et de la confiance entre les acteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la société civile.

Après avoir sondé l'année dernière les bretonnes et les bretons sur leur perception de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la commission a souhaité poursuivre la réflexion et les débats lors d'un colloque organisé le 6 juin dernier au lycée agricole de la Ville Davy à Quessoy (22) sur le thème : "Nourrir la population et répondre aux enjeux environnementaux : un défi sociétal ?".

Deux tables rondes ont traité de souveraineté alimentaire et des algues vertes. Des sujets sensibles, sur lesquels il est difficile de s'entendre et de construire malgré les enjeux. Pourtant, cet objectif a été atteint grâce aux intervenants qui ont fait montre de pédagogie et d'humilité sur ces sujets complexes. Ils ont démontré que le dialogue, le partage de connaissances et l'action collective sont un impératif catégorique pour trouver des réponses attendues et nécessaires. Nous vous proposons ici une immersion dans cet après-midi d'échanges constructifs.

Dominique Gautier, élèveuse et Présidente d'Agriculteurs de Bretagne a introduit le colloque en rappelant que le sujet « algues vertes » est certes très clivant, mais il est essentiel d'en parler sans tabou et de manière dépassionnée, sans oublier de souligner le travail entrepris au niveau des exploitations agricoles pour endiguer le phénomène et faire baisser le taux de nitrates dans nos rivières. Les agriculteurs ont bien conscience qu'il faut continuer les efforts entrepris.

Première table ronde : Souveraineté alimentaire et durabilité : est-ce compatible ?

Notre grand témoin Jean-Pierre Rennaud a introduit les débats en rappelant que la souveraineté alimentaire était déjà un sujet en 1996 : « Aujourd'hui, nous perdons le contrôle par rapport à notre alimentation et aux événements extérieurs. Nos choix de production et de consommation sont remis en cause, en s'opposant au fonctionnement de la mondialisation. »

« Notre souveraineté alimentaire passe par notre maîtrise énergétique et la réduction des intrants, points que les agriculteurs n'ont déjà enclenchés. Une diversité de démarches pourra assurer notre résilience. »

Puis, Jean-Pierre Rennaud a souligné qu'un rapport de la FAO (Food and Agriculture Organization) de 2014 indique que si nous maintenons nos pratiques agricoles actuelles, nous n'aurons plus de sols fertiles d'ici 60 ans. 30 terrains de football disparaissent par minute ! L'ensemble des acteurs doit donc se mobiliser pour que nos enfants aient demain des terres à cultiver.

Notre grand témoin s'est ensuite attardé sur les paroles du scientifique Rattan Lal qui explique que le sol est le fondement de notre développement. Si le sol se porte bien, nos plantes vont bien. Elles sont mangées par des animaux qui sont en bonne santé et nous en bénéficions en retour. Aujourd'hui, la population est déconnectée de son sol : elle trouve ses légumes en supermarché. Pourtant, la faim est à nos portes. Faisons-le reconnaître à tous. Il nous faut sécuriser nos apports en protéines. Celles des

algues sont intéressantes, pour la nutrition comme dans d'autres domaines. Il est nécessaire de repenser l'engagement des parties prenantes et de construire la co-régulation de nos actions.

Arnaud Lécuyer, Vice-Président de la Région Bretagne à l'Agriculture, à l'Agroalimentaire et à l'Alimentation, a ensuite rappelé que l'agriculture vit à son tempo, sur un rythme différent du temps politique, du temps administratif et du temps des réseaux sociaux. Le monde agricole se transforme mais sur des cycles plus longs. Tout changement doit être identifié suffisamment tôt pour avoir le temps de le mettre en œuvre. C'est tout le rôle du politique d'être constant, de mobiliser et de rappeler aux parties prenantes que le temps long porte ses fruits.

Pour lui, la Bretagne a des problèmes de riches : nous sommes la région qui attire le plus d'habitants et de touristes. Tous ces secteurs sont en concurrence et créent des tensions. La question du logement est nouvelle et massive, elle représente bien les enjeux qui nous attendent.

Olivier Siquin, Directeur Général de la SICA Saint Pol de Léon, a ensuite expliqué que 70 % des légumes de la coopérative sont destinés à l'export. Étant mal située par rapport aux zones de consommation, la Bretagne doit trouver des solutions pour acheminer sa production. Olivier Siquin a cité le ferroutage appuyé en cela par la coopérative Le Gouessant.

Pour rapprocher le citoyen de son environnement agricole, Olivier Siquin en a appelé aux médias pour redorer le blason de l'agriculture. Côté législateur, l'inconstance est présente, citant qu'un quart des aliments commercialisés en France contiennent des molécules interdites en France, que la loi sur le bio et la saisonnalité fait importer des légumes en hiver, que l'interdiction du plastique ajoute une contrainte supplémentaire, etc. En plus de cela, le Ministère de l'Economie demande une baisse des prix dans le contexte d'inflation, demandant de nouveaux efforts à des filières fragiles

Vice-président du groupe Even et éleveur, Jean-Michel Gac nous a fait part de son inquiétude concernant le renouvellement des générations agricoles, un véritable défi à venir car la démographie des chefs d'exploitations est claire. Deux critères seront à retenir selon lui à l'avenir, la recherche d'autonomie et la création de valeur, à l'échelle de sa ferme. Pour son élevage, le choix s'est porté sur la méthanisation, lui permettant d'optimiser ses cultures, le fonctionnement de l'élevage, son chauffage, tout en se passant de la fertilisation minérale.

Aux agriculteurs de monter en compétence et d'innover collectivement. Au sein de sa laiterie, une partie des revenus (1.6 millions d'euros) est affectée à un fonds RSE (responsabilité sociétale des entreprises). L'agglomération des actions individuelles permet de former de grandes actions collectives.

Une piste de progrès pour la filière laitière sera la réutilisation de l'eau (la réglementation ne le permet pas aujourd'hui, alors que l'industrie en relâche davantage qu'elle n'en consomme). Des usages sont possibles, comme le lavage, avec des économies significatives.

Arnaud Lécuyer a appuyé sur ce point en appelant à chaque entreprise d'engager des démarches de réduction de consommation d'eau, rappelant ainsi les enjeux environnementaux, économiques et alimentaires en jeu.

Concernant le consommateur, il faut le reconnecter à son territoire en le responsabilisant quant à son achat. C'est aussi comme cela que l'on créera des vocations. Olivier Siquin a insisté sur ce point en parlant de la force du réseau scolaire agricole de la région. 15 000 jeunes y sont scolarisés, un bassin puissant pour former les agriculteurs de demain. Ces jeunes sont à mobiliser avec des actions comme la French Tech ou l'initiative "Agri, agro et fiers de l'être" de Produit en Bretagne.

En sortant des quotas laitiers, les coopérateurs d'Even ont pris la décision de saturer les outils industriels pour garantir leurs revenus. Aujourd'hui, les choses ont changé. Le système doit évoluer pour absorber les écarts du marché et adapter ses gammes de produits face à une demande mondiale qui continue d'augmenter. Travaillons pour que les éleveurs de demain travaillent dans des conditions satisfaisantes.

Toujours sur la question de l'eau, Bruno Morin a estimé que l'été 2022 a constitué un avertissement pour toutes les filières. L'ABEA mène une démarche en ce sens et la demande que la réglementation évolue sur le sujet est renouvelée. Comme l'eau, des matières premières comme le lait manqueront à l'avenir. Que les filières agricoles et agroalimentaires, très fortes en Bretagne, s'emparent de l'ensemble de ces enjeux.

Pour conclure sur cette table ronde, Jean-Pierre Rennaud a rappelé que le temps long est nécessaire non pas pour changer, mais pour durer. Une anecdote venant de son ancien employeur : auparavant le patron des achats obtenait des bonus sur son résultat dégagé à l'achat des prix SPOT du lait. Désormais, il est évalué sur son bilan carbone et environnemental.

Deuxième table ronde : Algues vertes, quel chemin collectif pour la Bretagne ?

Parmi les intervenants présents autour de la table : Sylvain Ballu, référence scientifique dans le suivi des marées vertes. Il travaille pour le CEVA sur la compréhension des algues vertes, ce qui est un objet différent de la valorisation des algues. Du sourcing est réalisé pour les filières. D'autres algues (rouges et brunes) peuvent être valorisées. L'enjeu est de soutenir la filière algues en arrivant à dégager de la valeur ajoutée.

Les algues vertes sont suivies par les airs et sur terre. Les survols à marée basse de haut coefficient de marée et des thermomètres mesurent les évolutions, en prenant en compte d'autres paramètres-clés comme la température de l'air et de l'eau, les tempêtes, les débits des cours d'eau, mais aussi l'agriculture et les céréales. Par exemple, en cas de sécheresse, la situation s'effondre. Les échouages oscillent fortement d'une année sur l'autre. Par exemple, d'énormes quantités d'algues vertes s'étaient répandues en avril 2017 à cause du gros stock et de l'hiver très doux.

« On essaie d'anticiper les flux, mais la météo nous bride et nos connaissances sont encore à court terme. Le changement climatique intervient également. On le modélise avec l'INRAE. Etablir des prévisions se révèle donc très difficile. »

Jean-Luc Barbo, président de la commission locale de l'eau du pays de Saint-Brieuc, prend le relais en tant qu' élu du territoire : « les informations du CEVA sont transmises aux collectivités concernées. Des agents passent tous les jours dans les baies et le ramassage démarre en fonction de la situation. 6 500 tonnes sont échouées et ramassées en baie de St Brieuc. »

« Les leviers d'action dans la lutte contre les algues vertes sont de limiter les fuites d'azote et de faire en sorte que la fonctionnalité des zones humides soit préservée. Les PLAV sont suivis par des comités de pilotage spécifiques. Les choses ne peuvent se faire sans les agriculteurs car sur les 110 000 ha que compte la baie de Saint-Brieuc, 67 % sont des terres agricoles. Les efforts des agriculteurs se mesurent : aujourd'hui 45 à 50% d'azote en moins terminent dans la baie, mais ce sera dur d'aller chercher les derniers mg. Dommage que le travail sur le terrain, mené par les agriculteurs et les décideurs politiques locaux soit totalement méconnu et balayé par les tempêtes médiatiques. Nous gérons les fonds de vallée et protégeons les zones humides. Sur nos 11 500 ha de zones humides, au rôle épurateur et

régulateur, 1 000 ha sont encore cultivés. Il faut que cela évolue. Nous travaillons également sur le phosphore, l'érosion, les produits phytosanitaires, les microplastiques. »

Pour Danielle Even, membre du Conseil d'administration d'Agriculteurs de Bretagne : « la profession agricole a dû aller très vite avec des propositions pour avoir moins d'algues vertes dans baies. Ça paraît simple mais cela remet tout à plat. On part d'une copie blanche. On a choisi de travailler par territoires, en local et non pas globalement. 8 baies étaient concernées, on a ramené les projets aux sites et aux productions, à l'écologie et à l'économie de ces baies et pas que sur le volet réglementaire. Nous sommes dans la dentelle, l'excellence environnementale, sur des méthodes que nous n'avions pas l'habitude de faire. On avait l'historique des comités professionnels. Le travail que nous réalisons dans les bassins versants pour limiter l'apport de nitrates dans les cours d'eau nous fait pousser les curseurs. Les agriculteurs n'ont pas besoin et l'envie d'avoir davantage de réglementation, ni d'être stigmatisées par des personnes qui ne connaissent pas le sujet. Les agriculteurs peuvent être ceux qui solutionnent le problème et nous sommes passés pour ceux qui sont le problème. Dans les réunions, il y avait des antagonismes terribles entre les parties, cette question des algues vertes est avant tout une aventure humaine. »

Pour Thomas Couëpel, Président du Gouessant : « les agriculteurs ont aussi besoin d'entendre que leurs efforts paient. Les marées vertes sont visibles et constituent un marronnier chaque printemps et été. On ne nie pas la responsabilité des agriculteurs. »

« L'azote coûte cher pour nous aussi, nous avons tout intérêt à éviter les fuites. Il nous faut en mettre moins et être plus efficaces dans nos techniques et matériels. Les OAD (outils d'aide à la décision) nous aident en cela. »

« Cette montée en connaissance demande beaucoup de vulgarisation et d'accompagnement des agriculteurs. À l'administration de taper sur les moutons noirs qui ne jouent pas le jeu. La profession transite, peut-être pas assez vite mais cela coûte cher. Cette transition entraîne des erreurs et des manques à gagner. Après, aux consommateurs de jouer le jeu. »

Pour Jean-Yves Piriou, vice-président de FNE Bretagne : « au début, on ne savait pas trop d'où venait ce phénomène. Plusieurs conditions physiques et l'apport de nutriments influent sur la croissance des algues vertes. Il y a 60 ans de réserve de phosphore dans les sédiments, le levier est le nitrate arrivant dans les baies, d'origine agricole à 90%. Les associations ont mis le holà et alerté sur le sujet des algues vertes. Des études ont montré qu'il faut descendre à 10 mg de nitrates dans les eaux pour voir une disparition des marées vertes sur la baie de Lannion. Le rapport de la Cour des Comptes de 2021 a été très sévère. Il demande plus de budget à l'Etat pour travailler le sujet, avec des leviers d'actions sur les PSE (paiements pour services environnementaux), la réglementation, les ZSCE (zones soumises à contraintes environnementales), l'évolution des systèmes agricoles, le foncier... Le PLAV construit en 2010 avait déjà soulevé la question du foncier. Il y a un absent dans les parties prenantes du sujet, c'est l'agroalimentaire qui pourrait financer également des actions et de meilleures pratiques agricoles alors que c'est elle qui fixe les prix d'achat des produits. »

Thomas Couëpel a souligné que « le bio répond à un marché, même s'il est défavorable aux producteurs aujourd'hui. Ma coopérative respecte ses contrats avec ses adhérents, au prix d'un effort financier important pour la coopérative. Les IAA ont supporté l'effort du bio, ça ne règle pas le problème. »

Danielle Even a complété en précisant que « la vraie vie ne marche pas comme ça pour la labellisation. Encore une fois, il faut parler au consommateur de son acte d'achat et de ce qu'il entraîne pour l'agriculteur. C'est une stratégie des petits cailloux. »

La sortie du film « algues vertes, Arnaud Lecuyer a révélé qu'il ne pensait pas forcément qu'il ferait évoluer les choses. « Il y a eu des pratiques agricoles déviantes dans les années 1970, 80 et 90 mais, aujourd'hui, je rencontre des jeunes générations aux pratiques différentes. La durabilité passera par l'économique et la prise en compte des enjeux environnementaux. La Cour des comptes s'est arrêtée au milieu du chemin, sans considérer le rôle de la distribution ni celui des consommateurs. »

Sur la question du ramassage des algues et de leur valorisation, Sylvain Ballu a expliqué qu'il existe un premier verrou technique sur la qualité inégale des algues vertes, trop pourries ou encore salies avec le sable. Ensuite, la stabilisation de la matière : comment retirer l'eau de l'algue sans l'abîmer ? L'évaporation est difficile, la congélation dégrade également l'algue. Puis, c'est la logistique, l'acheminement vers les centres de transformation, sachant qu'aujourd'hui, aucune filière ne peut absorber tous les volumes. Dernier point symbolique : les élus n'ont pas cautionné le ramassage trop poussé des algues car cela donnerait le sentiment d'encourager la création d'algues.

Jean-Luc Barbo a conclu la table ronde en précisant qu'il ne fait pas le pari de la valorisation et de l'arrêt des algues vertes. Il croit à la réduction des échouages grâce aux efforts de tous, mais nous n'avons pas le temps qu'il faut. Déjà, au moment du colloque, des plages sont fermées en raison des algues vertes. « Il nous faut passer à la vitesse supérieure sur les thématiques environnementales. »